



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 3017  
29 mai 2026  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **États-Unis - Iran Les cessez-le-feu n'arrêtent pas la guerre**

IBRAHIM AMRO - AFP



Bombardement israélien sur Beyrouth le 2 mars 2026.

## **La Fête en images**

**Pages 6 à 10**

PHOTOS LO



**Leur société**

- Canicule : les riches boivent frais, les pauvres trinquent **3**
- Carburants : pour qui les coups de pompe ? **3**
- Présidentielle : les perroquets anti-immigrés **4**
- Code noir : quatre siècles pour l'abolir ! **4**
- Étudiants étrangers : discrimination révoltante **4**
- Sécurité sociale : casser le thermomètre ne fait pas baisser la fièvre **5**
- Centres de rétention : il faut les fermer ! **5**
- Vol Rio-Paris : un succès symbolique **5**
- Grande distribution : la jungle des profits **13**
- Sophie Binet accusée : Tefal n'aime pas les critiques **13**
- Collège Beurnonville Troyes : en grève pour plus de moyens **13**
- Uniforme à l'école : n'est pas Harry Potter qui veut **13**

**La Fête**

- Jean-Pierre Mercier : "Affronter les capitalistes et contester leur pouvoir" **6**
- Nathalie Arthaud : "Le Manifeste communiste, notre programme" **6 et 7**
- La Fête en images **8 et 9**
- "Il faut une Internationale révolutionnaire" **10**

**Dans le monde**

- États-Unis - Iran : gros bâton et poker menteur **11**
- Détroit d'Ormuz : les conséquences du blocus **11**
- Israël : la mise en scène de l'extrême droite **12**
- Tunisie : "le peuple a faim et les prisons sont pleines" **12**
- Sénégal : lutte pour le pouvoir **16**
- Football : la Coupe du monde du business **16**

**Dans les entreprises**

- Onet - Toulouse Blagnac **14**
- SNCF - Trappes **14**
- Stellantis **14**
- Renault Trucks **15**
- Nos lecteurs écrivent : une journée perdue **15**

**Agenda**

- Rassemblement de Lutte ouvrière à Marseille **3**

# Une possible trêve... entre deux guerres

Les États-Unis et l'Iran vont-ils arriver à un accord de paix ? Ce serait, bien sûr, un immense soulagement pour la population iranienne et pour nous tous, ici.

Pour les Iraniens, ce serait la fin de l'angoisse des bombardements et la remise en marche de l'économie, qui s'est effondrée sous les coups des destructions et des fermetures de grands complexes industriels. La levée du blocus réduirait peut-être les pénuries et l'inflation, même si elle ne supprimera pas la dictature que plusieurs millions d'Iraniens ont contestée il y a moins de cinq mois.

Pour nous, ici, cela signifierait la réouverture du détroit d'Ormuz et une moindre pression sur les cours du pétrole. Cela n'empêchera pas l'inflation de se répandre dans toute l'économie car le mal est fait : les prix sont repartis à la hausse et les circuits économiques vont mettre beaucoup de temps à se rétablir. Mais la pression va se relâcher... dans l'attente d'une autre crise.

Si accord de paix il y a, il sera entre Washington et Téhéran, pas entre Tel-Aviv et Téhéran. L'État israélien, fort du soutien américain et de son impunité internationale, veut continuer d'imposer sa domination sur toute la région. La guerre continue donc au Liban, la colonisation et l'oppression des Palestiniens se poursuivent à Gaza et en Cisjordanie.

Même entre les États-Unis et l'Iran, cet accord ne serait qu'un répit entre deux guerres. Car aucune des raisons qui ont poussé Trump à bombarder l'Iran n'a disparu. Le régime des Gardiens de la révolution n'a rien lâché sur le nucléaire et le moins que l'on puisse dire est qu'il ne se soumet pas.

Si un accord survient, ce sera parce que les États-Unis auront accepté de manger leur chapeau en entérinant certaines conditions de ce régime.

Trump a embarqué les États-Unis dans le même type d'impasse et de défaite qu'ils ont déjà connu au Vietnam, en Irak et en Afghanistan : la plus grande puissance mondiale peut bombarder et semer la dévastation des mois et des années durant, cela ne lui donne pas pour autant les moyens de conquérir un pays et de briser un régime.

Ce cuisant revers n'empêchera cependant pas Trump de fanfaronner, et il ne changera rien à la volonté américaine de régenter le monde. Le

psychopathe de la Maison Blanche est confronté à l'hostilité de la population américaine face à sa guerre. Il a besoin de calmer le jeu pour ne pas risquer de subir une défaite électorale dans six mois, lors des élections de mi-mandat. Mais il reste le chef suprême de l'impérialisme, déterminé à consolider à tout prix la domination des capitalistes américains partout sur la planète.

L'humanité est de nouveau confrontée à une époque de guerre mondiale. Parce que le capitalisme étouffe dans ses frontières nationales et parce que la compétition pour le contrôle des marchés, des matières premières et des circuits commerciaux continue. Les États-Unis sont à l'offensive parce qu'ils ont peur de voir leur leadership menacé, en particulier par la Chine. Alors, ils ne tolèrent plus les régimes qui ne sont pas complètement à leur botte en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique.

Et ce n'est pas parce que Trump et Xi Jinping se sont serré la main à Pékin, il y a dix jours, que les choses vont s'arrêter là. Les États-Unis et la Chine se préparent pour leur grande confrontation, et tous les États sont en train d'amasser un arsenal capable de faire sauter plusieurs fois la planète.

Alors non, la guerre entre les États-Unis et l'Iran ne sera pas qu'une parenthèse. Elle a accru l'instabilité du monde, accru le militarisme et accru la crise économique aussi.

Ce n'est pas dans des poignées de mains et dans les accords de paix entre tyrans que le capitalisme montre son vrai visage. Il le montre dans le fracas des bombes et la sordide comptabilité des morts. Il le montre dans les combats meurtriers pour conquérir le moindre mètre carré en Ukraine.

Il le montre dans la destruction méthodique de Gaza, dans le supplice des Palestiniens, les villages libanais dynamités et rayés de la carte, dans les guerres sans fin qui ravagent l'Afrique. Il le montre dans les souffrances infinies des familles qui perdent leurs proches, leurs maisons, leurs terres.

Le capitalisme et la société bourgeoise cachent de moins en moins leur férocité et leur violence derrière le prétendu droit international. Il ne faut pas seulement dénoncer ces mensonges mais se battre pour renverser ce système barbare.

Nathalie Arthaud



Le 20 mai à Gaza.

AHMED AL ARINI - MIDDLE EAST IMAGES VIA AFP

# Canicule: les riches boivent frais, les pauvres trinquent

La canicule qui touche le pays, la plus sévère pour un mois de mai de mémoire de météorologue, est tout sauf une surprise.

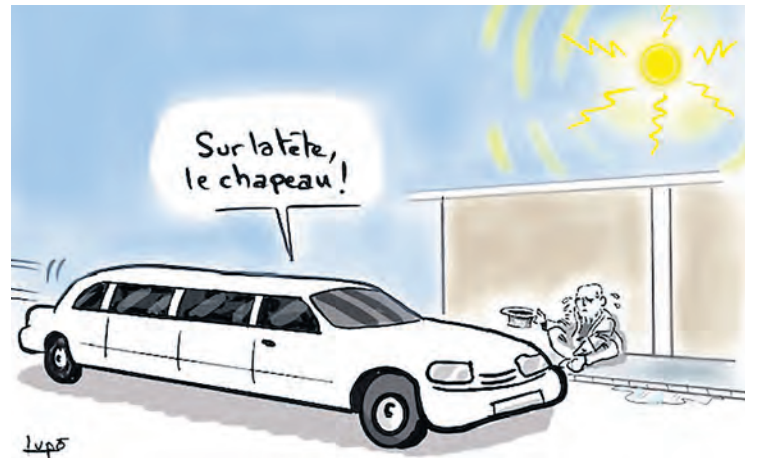
Les scientifiques ont en effet depuis longtemps averti que ces phénomènes de dômes de chaleur, avec des températures allant bien au-delà des trente degrés plusieurs jours de suite, allaient non seulement se multiplier mais être de plus en plus précoces, et engendrer des catastrophes comme celle d'août 2003.

Tous les gouvernements ont depuis lors juré, la main sur le cœur, qu'ils œuvraient pour adapter le pays au changement climatique. Pourtant, en 2025 encore, la Fondation pour le logement des défavorisés (anciennement Emmaüs) notait que 35 % des logements n'offraient pas suffisamment de protection face aux températures élevées.

Cela conduit, selon elle, au lourd bilan des morts liés à la chaleur chaque année. Pour des millions de familles, évidemment les plus pauvres, habitant dans les logements les moins bien conçus et les plus mal entretenus, la passoire thermique de l'hiver s'est transformée en bouilloire thermique dès la fin mai. L'État se désintéresse du logement populaire dont il réduit continuellement les financements et daigne, tout au plus, conseiller aux mères de familles résidant en HLM de fermer leurs volets et de rafraîchir leurs enfants.

Le ministère de l'Éducation nationale a lui aussi abreuvé, si l'on ose dire, les enseignants d'excellents conseils sur la conduite

à tenir dans les jours qui viennent. Il faut donner à boire aux enfants et aux adolescents, les rassembler dans des endroits frais, éviter les exercices physiques en plein soleil. Sans blague ? Le silence est en revanche total sur le problème de fond: les bâtiments scolaires, inoccupés l'été, ne sont que très rarement adaptés aux temps caniculaires. Depuis que le réchauffement climatique et ses conséquences sont évidents, les associations de parents d'élèves et les syndicats de travailleurs de l'enseignement réclament un plan canicule. Il n'y a eu aucune réponse officielle. La Cour des comptes estime pourtant qu'il faudrait 40 milliards d'euros pour rénover le bâti scolaire, entre autres pour faire face au réchauffement.



Si la somme manque au ministre de l'Éducation, qu'il regarde donc du côté de son collègue des Armées !

Malgré les travaux et les décisions prises après le désastre de 2003, la Fédération hospitalière de France (FHF), estimait l'an passé que près de 60 % des bâtiments hospitaliers avaient plus de 25 ans, sans rénovation thermique suffisante. Dans de nombreux services, les fenêtres restent bloquées, les volets absents, la climatisation inexistante ou réservée aux blocs opératoires. Comme toujours, les malades et les résidents ne pourront compter que sur le dévouement du personnel et ce dernier ne pourra compter que sur sa détermination et sa débrouillardise. Gouvernement et administration déploreront les morts, féliciteront les « personnels en première ligne » et attendront que la température redescende.

C'est à propos des conditions de travail que la nonchalance étatique s'étale le plus ouvertement. Le ministère a édité une liste de recommandations, certes de bon sens, mais dont aucune n'est obligatoire pour les employeurs. Ces derniers sont d'ailleurs chargés d'évaluer eux-mêmes les risques que prennent les salariés. Et le ministre de recommander aux travailleurs, si la situation devient insupportable ou dangereuse, de s'adresser à l'Inspection du travail ou à un délégué au CSE ! La canicule est prévisible, le fait que des travailleurs en mourront l'est tout autant, mais ce n'est visiblement pas le souci des pouvoirs publics.

Si l'État ne se préoccupe pas de trouver le moyen de protéger la population d'une catastrophe prévisible et attendue, c'est, tout simplement, parce qu'il n'est pas là pour ça.

Paul Galois

## Carburants: pour qui les coups de pompe ?

Judi 21 mai, le chef du gouvernement, Sébastien Lecornu et une brochette de ministres ont annoncé, lors d'une conférence de presse, de nouvelles mesures face à la flambée du prix des carburants.

Tout en répétant que les caisses publiques étaient vides et qu'il ne faudrait pas aggraver le déficit, le gouvernement ne pouvait tout de même pas paraître rester les bras ballants. Il a donc annoncé 710 millions d'euros d'aides supplémentaires. Celles-ci vont surtout aider les petits patrons dont l'activité est dévoreuse de carburant et qui sont, effectivement, pris à la gorge par la hausse des factures: taxis,

pêcheurs, entreprises du BTP, etc.

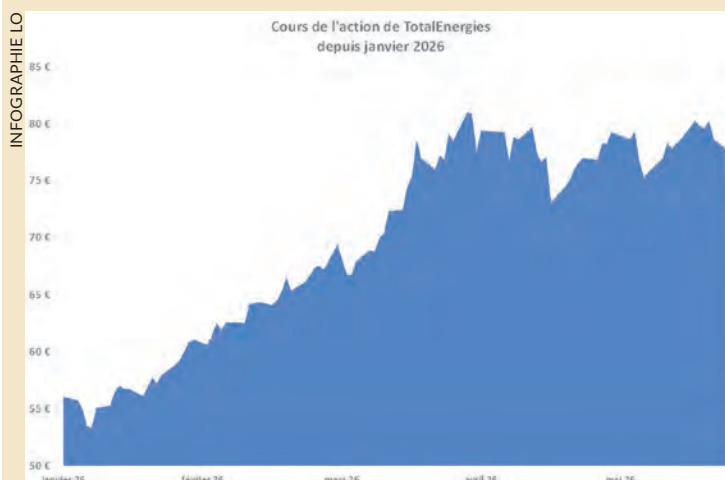
Côté travailleurs, la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, a annoncé pour les aides à domicile une « revalorisation du montant de leur indemnité kilométrique » sans préciser ni de combien ni dans quel délai. Et ce n'est pas la création d'un « programme de leasing pour aider (...) à accéder à une voiture électrique », si l'on voit réellement le jour, qui va leur

permettre de remplir le réservoir de leur voiture.

Pour le reste, les ministres ont annoncé un saupoudrage de mesurètes. Si le plafond de l'indemnité versée à trois millions de « gros rouleurs » aux revenus modestes doit doubler, passant de 50 à 100 euros, elle restera bien insuffisante. Quant à la prime carburant employeur, elle pourra atteindre 600 euros par mois, mais encore faudra-t-il que celui-ci décide d'en verser une, et rien ne l'y oblige. Autant dire que le gouvernement n'a rien à opposer à la flambée des prix des carburants.

Pendant un peu plus d'une heure, les ministres se sont succédé pour tenter de donner l'impression qu'ils se soucient des « Français qu'il ne faut pas emmerder », comme l'a déclaré Lecornu pour « faire peuple ». Sans surprise, à aucun moment le nom de TotalEnergies n'a été prononcé. Les actionnaires du groupe pétrolier peuvent dormir tranquilles en attendant le versement des dividendes obtenus grâce à la guerre en Iran. Le gouvernement est à l'action pour protéger leurs intérêts.

Boris Savin



L'action de TotalEnergies est passée de 50 à 80 euros depuis le début 2026.

**RASSEMBLEMENT**  
**MARSEILLE 2026**

**lutte ouvrière**

**Nathalie Arthaud**  
Débat à 14h30

**DIMANCHE 14 JUIN**

Pique-nique à partir de 11h30

**Parc de Valabre - GARDANNE**

## Présidentielle : les perroquets anti-immigrés

**Le ministre de l'Intérieur et possible candidat pour 2027, Gérald Darmanin, a proposé le 24 mai d'instaurer un « moratoire de trois ans sur l'immigration légale ».**

Darmanin voudrait bloquer pendant ce « moratoire » une grande partie des entrées régulières d'étrangers, y compris de travailleurs venant avec des contrats d'étudiants ou de familles rejoignant leurs proches.

Il s'ajoute à la longue liste des aspirants présidents qui veulent mettre au cœur de leur campagne les thèmes traditionnellement portés par le RN. Parmi les macronistes ou ex-macronistes, les candidats se bousculent. Gabriel Attal propose des « quotas » d'immigration

votés par le Parlement et Édouard Philippe défend une immigration « choisie et contrôlée », c'est-à-dire limitée aux besoins immédiats du patronat. Tous deux ont dirigé des gouvernements sous Macron et ont déjà contribué à durcir les lois contre les immigrés.

Les macronistes ne sont pas les seuls à courir derrière l'extrême droite sur ce terrain. Retailleau, ministre de l'Intérieur encore récemment, en a fait l'un de ses axes principaux, répétant que « l'immigration n'est pas une chance »,

tandis que François Ruffin s'est déclaré « contre l'immigration de travail » – ce qui revient en pratique à être contre l'immigration tout court, car la grande majorité des immigrés viennent précisément pour occuper un emploi et vivre de leur salaire, comme tous les travailleurs.

Aucun de ces aspirants présidents n'a de solution aux difficultés croissantes des classes populaires, parce qu'aucun ne veut s'attaquer au grand patronat, responsable des salaires insuffisants, des licenciements, de la hausse des prix et de la dégradation des conditions de travail. Alors, ils cherchent le moyen de faire diversion

et accusent les immigrés de tous les maux.

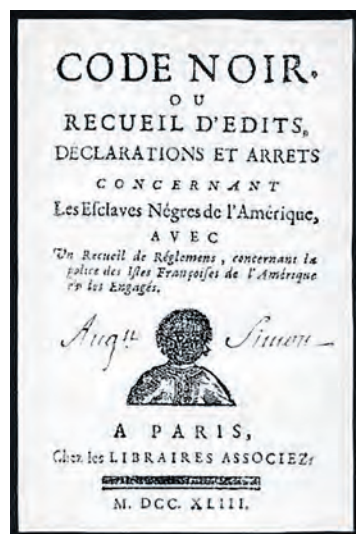
Ces campagnes anti-immigrés menées par une grande partie du personnel politique sont un poison pour toute la société. Elles sont un rideau de fumée destiné à cacher aux yeux des

classes populaires ceux qui sont les véritables responsables de leur situation : les grands groupes capitalistes et ceux qui voudraient accéder au gouvernement, hier, aujourd'hui et demain pour se mettre à leur service.

**Claire Dunois**

## Code noir : quatre siècles pour l'abolir !

**Le 28 mai, les députés de l'Assemblée nationale devront voter une loi sur l'abrogation du Code noir proposée par le groupe Liot, qui regroupe des députés indépendants et d'outre-mer.**



Bien que l'esclavage ait été aboli en 1848 en France, les textes de loi qui le codifiaient n'avaient jamais été abrogés ! Ces articles datant des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles établissaient que « l'esclave est un bien meuble » de son propriétaire, libre d'en disposer comme il l'entend. Les règles concernant les rapports entre propriétaires et esclaves se résumaient à l'affirmation que les premiers avaient bien sûr tous les droits sur les seconds. L'article 38 de ce Code noir précisait qu'un esclave

fugitif « aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur l'épaule » à sa première tentative, « aura le jarret coupé » à la deuxième et « sera puni de mort la troisième fois ».

Ces textes légiférant sur l'esclavage et la répression contre les révoltes étaient l'émanation de la société capitaliste établissant sa domination sur le monde. Mais la terreur systématique qui accompagnait la traite négrière et l'esclavage n'empêcha jamais les soulèvements dans les plantations des Antilles ou de l'océan Indien, de Haïti à Madagascar. Il fallut des révoltes et des révolutions pour que l'esclavage finisse par être aboli, sans que cela entame les fortunes des grandes familles bourgeoises françaises, qui s'étaient enrichies de la traite et de l'exploitation des esclaves.

Cette bourgeoisie prétendument civilisée et républicaine, revendiquant fièrement la devise « Liberté, égalité, fraternité », n'en a pas moins laissé le Code noir enfoui pendant des siècles parmi les nombreuses

règles et lois de son État.

À l'occasion des vingt-cinq ans de la loi Taubira reconnaissant la traite et l'esclavage comme un crime contre l'humanité, Macron prétend réparer l'oubli et se dit favorable à l'abrogation du Code noir. Et s'il tient à faire grand bruit autour de cette proposition, c'est aussi pour estomper l'impression laissée par le fait que, le 25 mars, la France a refusé de voter une résolution à l'ONU affirmant que la traite et l'esclavage des Africains a été « le plus grave crime contre l'humanité », rejoignant la position adoptée par une cinquantaine de pays occidentaux, dont les États-Unis, l'Argentine et Israël. Deux siècles après l'abolition de l'esclavage, les tenants du capitalisme et de l'impérialisme mondial mènent un combat politique pour nier que leurs fortunes, leur domination, leur « civilisation » reposent sur un bain de sang. « Le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores », avait résumé Karl Marx. Pour régler les comptes avec cette barbarie, il faudra une révolte des exploités.

**Nadia Cantale**

## Étudiants étrangers : discrimination révoltante

**Le 20 mai, le ministre de l'Enseignement supérieur a publié au Journal officiel un décret multipliant par seize les frais d'inscription des étudiants étrangers extra européens et supprimant la plupart des exonérations que les universités pouvaient encore appliquer.**



Manifestation du 12 mai à Paris.

Les frais d'inscription annuels passeront de 178 à 2 895 euros en licence et de 255 à 3 941 euros en master. Le principe en avait déjà été voté dans une loi de 2019, cyniquement baptisée « Bienvenue en France ». Mais à l'époque, face au tollé, y compris parmi les présidents d'université, le gouvernement avait laissé à ceux-ci la possibilité d'exonérer ceux qui le demandaient. Dans les faits, seuls 10 % des étudiants étrangers étaient soumis à ce racket en 2025. Le décret va maintenant imposer que 80 % d'entre eux le soient.

Il s'agit d'une discrimination odieuse, qui vise en particulier les jeunes originaires des ex-colonies

françaises où ses militaires et ses missionnaires ont imposé pendant des décennies l'usage du français, et qui sont, de ce fait, les plus nombreux à tenter d'accéder aux universités en France.

À ce décret augmentant leurs droits d'inscription s'ajoute la suppression des APL pour les étrangers extracommunautaires non boursiers à partir de juillet 2026.

Après des rassemblements le 13 mai, une nouvelle journée de mobilisation était organisée le 26 mai dans tout le pays pour réclamer l'abrogation de ces mesures et l'égalité des droits entre tous les étudiants quelle que soit leur origine.

**Christian Bernac**

## Sécurité sociale : **casser le thermomètre ne fait pas baisser la fièvre**

**Pour lutter contre la hausse des maladies professionnelles et des accidents du travail, la Sécurité sociale a envoyé aux médecins et aux psychiatres une note leur enjoignant de ne pas mentionner sur le certificat d'arrêt de travail l'origine professionnelle de la maladie.**

Plus de 50 000 maladies professionnelles ayant entraîné un arrêt de travail ou une incapacité ont été reconnues en 2024.

Parmi ces chiffres en hausse, on compte 1 805 maladies psychiques, majoritairement des dépressions. Et dans les accidents du travail, près de 700 000, 29 000 sont liés à des affections psychiques.

Le problème des responsables de la Sécurité sociale n'est donc pas de lutter contre les causes de cette augmentation, qui sont bien connues : le recul de l'âge de la retraite ainsi que l'augmentation des cadences et des pressions dans les entreprises. Il est de faire diminuer ce chiffre et pour cela d'empêcher les assurés de s'appuyer sur un avis

médical pour faire reconnaître leur maladie professionnelle ou leur accident. Elle demande au médecin de ne pas aider le patient, en particulier dans les cas de burn-out et de dépression.

Pour faire valoir ses droits, le patient doit alors accomplir un véritable parcours du combattant : c'est la caisse d'assurance maladie, le médecin du travail, le service médical et le cas échéant le comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles (CRRMP) qui sont seuls habilités à décider de la cause professionnelle de la maladie.

La Sécurité sociale ordonne donc au médecin de ne pas mentionner l'origine d'une maladie liée au travail mais de se contenter de dresser la liste des symptômes observés. Par exemple, elle lui demande d'écrire : « *anxiété marquée, troubles du sommeil et retentissement fonctionnel constatés ce jour ; le patient rapporte des difficultés professionnelles* » au lieu de « *souffrance au travail consécutive aux agissements de la hiérarchie* ».

En fait, les responsables de cette note précisent que

les maladies sont reconnues d'origine professionnelle lorsqu'elles sont « *essentiellement et directement causées par le travail habituel de la victime et qu'elles entraînent le décès ou une incapacité permanente* ». Autant

dire au patient de commencer par mourir, on étudiera alors son dossier.

Tout un programme pour ne surtout pas dénoncer les conséquences de l'exploitation !

**Correspondant LO**

## Vol Rio-Paris : un succès symbolique



HANDOUT BRASILIAN NAVY

**Le 21 mai, Air France et Airbus ont été condamnés par la cour d'appel de Paris pour homicide involontaire dans l'affaire du crash du vol Rio-Paris, 17 ans après les faits et alors qu'ils avaient été relaxés en première instance en 2023.**

L'Airbus A330 s'était abîmé dans l'Atlantique le 1<sup>er</sup> juin 2009, faisant 228 victimes – 216 passagers et 12 membres d'équipage. Il n'y eut aucun survivant. Pendant les années qui ont suivi cet accident, un des plus graves de l'histoire de l'aviation civile, le constructeur Airbus et la compagnie aérienne Air France, qui affrétait le vol, ont remué ciel et terre pour échapper à la justice. Pourtant, les causes de la catastrophe avaient été assez vite identifiées : les sondes Pitot, chargées d'indiquer la vitesse de l'avion, avaient dysfonctionné à cause du givre. Puis on apprit que ce problème avait déjà été identifié et signalé, à la fois à Airbus et à la Direction générale de l'aviation civile. Mais vu l'importance des enjeux financiers, le constructeur refusa de reconnaître ses responsabilités. Il commença par refuser de remplacer les sondes, affirmant que ce n'était pas forcément la solution au problème, avant finalement de s'engager en avril 2009, quelques jours avant le crash.

Airbus et Air France ont pourtant été relaxés deux

fois par la justice. Ces poids lourds français de l'aéronautique ont exercé de multiples pressions pour faire traîner l'affaire en justice, présentant des dossiers techniques dans lesquels la référence aux fameuses sondes avait disparu... Ils ont accusé les pilotes, morts dans l'accident, de n'avoir pas réagi correctement, alors qu'aucune formation n'avait été dispensée pour leur permettre de pallier la défaillance des sondes.

Bien sûr, la condamnation des deux entreprises est essentiellement symbolique – 225 000 euros d'amende, la peine maximale pour une personne morale – et le feuilleton judiciaire n'est pas fini, puisqu'elles ont annoncé se pourvoir en cassation. Néanmoins le jugement de la cour d'appel de Paris est une première victoire à mettre au crédit de la détermination des familles de victimes et des pilotes à faire reconnaître la responsabilité de ces capitalistes du secteur aérien qui font passer la sécurité de leurs profits avant celle des passagers et des travailleurs.

**Camille Paglieri**



## Centres de rétention : **il faut les fermer !**

**Plusieurs associations dénoncent l'augmentation de la durée d'internement dans un centre de rétention administratif (CRA), alors que le Sénat a approuvé le 20 mai un texte sur la possibilité de l'augmenter encore.**

En 2025, les personnes enfermées dans les vingt-deux centres de rétention situés en France hexagonale ont été plus nombreuses (16 467) qu'en 2024 (16 228), selon le bilan annuel publié par Forum réfugiés, France terre d'asile, le Groupe SOS Solidarités, la Cimade et Solidarité Mayotte, des associations intervenant pour informer ces personnes sur leurs droits. Mais surtout, la durée moyenne d'enfermement s'est allongée : elle a été d'un peu plus de trente-trois jours, contre près de dix-sept jours en 2020. « Plus de quarante ans après l'ouverture des

premiers centres de rétention administrative (1984), l'année 2025 s'inscrit comme l'une des plus préoccupantes pour les droits des personnes étrangères privées de liberté », estiment les associations.

Le texte discuté au Sénat, soutenu par le gouvernement, prévoit d'allonger de trois à sept mois (soit deux cent dix jours) la durée maximale en CRA pour les personnes condamnées par le passé à au moins trois ans de prison pour des atteintes aux personnes, et représentant une menace « réelle, actuelle et d'une particulière gravité » pour

l'ordre public. C'est évidemment une façon particulièrement insidieuse et révoltante de mettre un trait d'égalité entre les migrants, les sans-papiers et les délinquants, voire les personnes dangereuses. Cette mesure pour laquelle Bruno Retailleau s'est agité lorsqu'il était au gouvernement avait pourtant été censurée par le Conseil constitutionnel, qui l'avait jugée disproportionnée.

Le seul crime de ces prisonniers est de vouloir survivre en fuyant la misère de leur pays, misère dont l'impérialisme français fait partie des responsables. Il faut la fermeture de tous les centres de rétention et la régularisation de tous les sans-papiers !

**Aline Retesse**

## La Fête de Lutte ouvrière

### Les 23, 24 et 25 mai : la fête, un succès

La Fête de Lutte ouvrière a été un succès, avec des dizaines de milliers de participants, encore plus nombreux que l'an passé. Le soleil et surtout l'enthousiasme étaient au rendez-vous. Voici des extraits des discours prononcés par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier.



PHOTOS LO

### Jean-Pierre Mercier, le 23 mai : "affronter les capitalistes et contester leur pouvoir"



Salut à tous ceux qui ont monté cette fête depuis plus d'un mois, salut à ceux qui l'animent aujourd'hui, qui font tourner les stands, qui partagent leur passion, leurs connaissances et leurs convictions.

Salut aux camarades venus d'autres pays, d'Europe mais aussi des États-Unis, d'Haïti, des Antilles, de la Réunion, d'Algérie, de Côte d'Ivoire, de Turquie, de Russie, de Corée du Sud... C'est pour nous une joie et une fierté immenses de donner chair à notre internationalisme en accueillant ici des camarades qui défendent les mêmes idées révolutionnaires que nous aux quatre coins de la planète, dans des conditions souvent infiniment plus difficiles que les nôtres, mais avec la même confiance inébranlable que nous dans l'avenir

communiste de l'humanité ! [...]

Ici, nous sommes entre camarades [...] parce que nous partageons les mêmes galères de fin de mois, parce qu'on prend tous de plein fouet l'explosion du prix de l'essence, parce qu'il faut qu'on calcule au plus juste les dépenses que l'on peut faire alors que les prix repartent à la hausse.

Entre camarades qui subissent en ce moment les augmentations de salaire ridicules ou inexistantes ou les primes au rabais que le patron a prévu de distribuer.

L'autre inquiétude qui nous unit, c'est le chômage, qui est reparti à la hausse et que la crise actuelle va forcément aggraver. Comme des centaines de milliers de travailleurs, je suis avec mes camarades d'usine, ceux de Stellantis et tous ceux des équipementiers, menacé de perdre mon gagne-pain.

La direction de Stellantis a annoncé, il y a un mois, la fin de la production de voitures sur le site, et même si elle affirme, comme à son habitude, la main sur le cœur, le contraire, nous savons nous, les 2 000 ouvriers de l'usine et les milliers de travailleurs sous-traitants, que cela veut dire la fermeture.

Nous n'allons pas nous laisser faire, mais nous savons aussi que pour faire reculer la direction sur son projet de fermeture, comme pour faire reculer Casino, Brandt, Domo, Valeo... il faudra que la classe ouvrière du pays se jette dans le combat. [...] Le patron nous a faits camarades d'exploitation, il faut que l'on soit des camarades de combat. [...]

#### L'offensive patronale et gouvernementale

Nous sommes entrés dans une nouvelle période de guerre. Nous ne vivons pas au rythme des pluies de drones et des destructions qui plongent aujourd'hui des millions de personnes dans des souffrances infernales en Ukraine ou au Moyen-Orient.

Mais ces guerres sont des catastrophes pour nous aussi. [...]

Nous manquons d'argent pour les hôpitaux, pour l'école, pour les transports, mais on va avoir des porte-avions, des avions de chasse, des missiles intelligents. Et, au passage, on engraisse Dassault, Thales, Naval Group !

Plus il y a de morts sur le champ de bataille, plus les marchands d'armes voient la vie en rose ! [...] Ces

messieurs de la bourgeoisie, eux, ils ne font pas la guerre, ils la vendent. Et nous, nous la payons rubis sur ongle !

Pas encore avec notre peau, je l'ai dit, mais on la paye financièrement. Un seul missile Mica est vendu 600 000 euros par MBDA à l'État, une heure de vol d'un Rafale, c'est 20 000 euros, l'équivalent du salaire annuel d'un ouvrier ou d'un employé payé au smic. Au total, rien que le surcoût engendré par les opérations militaires dans le Golfe se monte à 200 millions par mois.

Nous ne payons pas encore le prix du sang, mais l'État-major s'y prépare et il veut nous y préparer, nous et nos enfants à qui l'on enjoint de rallier l'armée à grand renfort de propagande et de publicité.

#### Ne pas faire les frais des rivalités capitalistes

Nous ne sommes pas encore en mesure d'empêcher les rivalités capitalistes, les guerres et les crises qu'elles provoquent. Mais le monde du travail peut se battre pied à pied pour que ce ne soit pas lui qui en fasse les frais.

Dans l'immédiat, le seul moyen pour protéger notre pouvoir d'achat est de nous battre pour l'augmentation

des salaires et leur indexation sur l'inflation réelle parce que nous refusons de nous appauvrir au rythme de l'enrichissement éhonté de Total et de ses semblables.

Et puis nous devons nous préparer à imposer ce qu'aucun gouvernement ne fera : rendre publics tous les comptes. Faire la transparence complète sur les circuits financiers en communiquant toutes les informations auxquelles nous avons accès en tant que comptables, salariés des banques, gestionnaires des achats ou des stocks et en tant qu'ouvriers.

La situation exige de s'affronter au grand patronat, aux financiers et aux capitalistes. Elle exige de contester leur pouvoir de diriger toute la société. Et c'est au travers de ces combats que les travailleurs se redécouvriront comme une force politique capable de diriger la société et de soulever des montagnes.

[...] C'est pour porter cette perspective et pour défendre un programme qui représente les intérêts politiques du camp des travailleurs, que nous avons choisi de présenter la candidature de notre camarade Nathalie Arthaud à la prochaine élection présidentielle.

### Nathalie Arthaud, le 24 mai : "le Manifeste communiste, notre programme"

Notre programme reste celui que Karl Marx et Friedrich Engels ont donné aux travailleurs quand, en 1848, ils ont publié le *Manifeste du parti communiste*.

Le cœur de ce programme n'était pas la

taxation des riches, le plafonnement de leurs profits et le partage des richesses. C'était l'expropriation de la grande bourgeoisie, la confiscation sans indemnité ni rachat de ses capitaux, la propriété commune des

moyens de production et le passage au communisme. Nous n'avons pas une ligne à changer à ce programme !

Oui, nous voulons « l'expropriation » de la classe capitaliste, des Bernard Arnault, Mulliez, Peugeot,

Dassault, Musk, Bezos... [...] Sans l'abolition de la propriété des grands moyens de production, camarades, nous ne mettrons jamais fin aux inégalités, à l'exploitation, à l'impérialisme. Sans l'abolition de la propriété



## La Fête de Lutte ouvrière

capitaliste, impossible de rationaliser et de planifier la production pour qu'elle réponde aux besoins de tous et préserve la planète. Impossible d'en finir avec la concurrence infernale, avec ses crises et ses guerres.

[...] Marx et Engels ont longuement décrit la lutte de classe opposant la bourgeoisie à la classe ouvrière, et elle reste la règle, même si actuellement c'est surtout la bourgeoisie et son État qui la mènent en s'attaquant aux travailleurs. [...] Et, comme au 19<sup>e</sup> siècle, cette lutte de classe est recouverte par les mêmes mensonges bourgeois. Déjà, Marx et Engels mettaient en garde les travailleurs contre l'usage du mot *liberté*. Ils expliquaient que la bourgeoisie ne parle de liberté que pour défendre la sienne, sa liberté d'exploiter et de réduire toujours plus de travailleurs en esclavage.

Nous en avons eu la démonstration avec le 1<sup>er</sup> Mai où Attal, Lecornu et Bardella se sont précipités pour défendre ce qu'ils appellent la liberté de travailler. Il ne leur vient pas à l'esprit que tous ceux qui sont menacés de licenciement aujourd'hui, que les six millions de chômeurs recensés, rêveraient d'avoir « la liberté de travailler », la liberté de gagner leur vie, la liberté de choisir leur travail, la liberté d'avoir un salaire digne de ce nom. Pour eux, la liberté, c'est la liberté d'entreprendre, la liberté du commerce...

C'est au nom de ces libertés que la bourgeoisie, ses conquérants et ses États ont perpétré, à toutes les époques, les plus horribles massacres. Extermination des Indiens d'Amérique, déportation de plus de 12 millions d'Africains pour les réduire en esclavage, conquêtes coloniales et famines...

[...]

En plus de la lutte de

classe, Marx et Engels ont exposé la mécanique aberrante des crises capitalistes. [...] « *Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein* », écrivaient Marx et Engels, et aujourd'hui, c'est plus vrai que jamais. [...]

Tous les partis politiques prétendent avoir la solution contre ce trop-plein et la concurrence internationale féroce qui en découle : le protectionnisme, « le produire français », la souveraineté française. C'est la solution miracle, de l'extrême droite jusqu'à LFI et au PCF. Mais la bourgeoisie peut-elle se développer et prospérer sans acheter à l'étranger et sans exporter ? Sans placer ses capitaux partout sur la planète ? Bien sûr que non, camarades !

Nous voyons ces jours-ci comment le blocage du détroit d'Ormuz renchérit le pétrole et le gaz dans le monde entier. C'est un coup de massue pour les travailleurs ici, mais c'est une crise terrible aux Philippines, au Sri Lanka, au Vietnam ou encore en Éthiopie. Parce que l'économie capitaliste est un seul et même organisme économique à l'échelle de la planète.

Le protectionnisme ne protège pas l'emploi ni les salaires, il est une arme de la bourgeoisie dans sa guerre contre d'autres capitalistes. Guerre dans laquelle les travailleurs servent déjà de chair à canon au patronat. [...]

### La classe ouvrière, seule force sociale révolutionnaire

La classe ouvrière a fait ses preuves en tant que force politique capable de se défendre, mais aussi d'être à l'offensive pour transformer la société.

[...] La classe ouvrière russe accompagnée de la paysannerie a renversé un tsar en février 1917 et mis fin à un régime qui régnait



depuis quatre siècles, et elle a établi un pouvoir ouvrier en octobre 1917, à partir des travailleurs rassemblés en soviets dans les usines, les quartiers populaires et les villes.

L'État ouvrier a tenu le coup pendant la guerre civile que lui ont imposée tous les pays impérialistes coalisés pendant des années, mais il n'en est pas sorti indemne. Les travailleurs et les paysans se sont épuisés, laissant la bureaucratie gouverner à leur place. Et malgré le combat du courant trotskyste, cette bureaucratie a installé, avec Staline, une dictature de fer, imposant une caricature d'économie collective.

Cette bureaucratie stalinienne s'est peu à peu intégrée à l'ordre bourgeois. Elle est devenue une force contre-révolutionnaire en URSS comme à l'échelle du monde, et a discrédité pour des décennies l'idéal de millions de travailleurs. Alors, malgré les multiples assauts de la classe ouvrière, la bourgeoisie et sa propriété privée ont tenu. Le capitalisme a survécu et la société reste bloquée dans les mêmes contradictions, dans les mêmes crises et les mêmes guerres. [...]

C'est la répétition des

mêmes impasses et des mêmes crimes parce que la classe ouvrière n'a pas réussi à vaincre et à transformer les structures de classe de la société. Ce n'est pas faute de luttes de la classe ouvrière. Elles ont existé dans tous les pays. Le problème c'est qu'elles ont manqué d'une direction révolutionnaire à la hauteur.

Alors, au moment où il est plus flagrant que jamais que ce n'est pas telle ou telle politique qui a failli, mais le règne tout entier de la bourgeoisie, il faut un parti révolutionnaire qui fixe pour but aux luttes des travailleurs le renversement de l'ordre bourgeois et la prise du pouvoir.

Il ne faut pas seulement viser un salaire équitable, ni seulement la réduction du temps de travail, il faut avoir pour but l'abolition du salariat, la fin des classes sociales, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce qu'il faut inscrire sur notre drapeau, ce n'est pas de « bien voter » dans l'espoir que cela change la société, c'est de s'organiser et d'agir pour que les travailleurs redeviennent une force politique contre le grand patronat et le gouvernement et refondent la société sur des bases collectives !

### Le seul rempart contre l'extrême droite

Je sais que vous êtes nombreux, ici, à craindre l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en 2027 et que beaucoup se disent qu'il faudra de nouveau faire barrage au Rassemblement national. Mais ce n'est pas en jouant le jeu du cirque électoral, qui est la principale source de désorientation politique des travailleurs,

que l'on fera obstacle aux politiques d'extrême droite. [...] Le seul et vrai rempart contre l'extrême droite est dans la conscience et l'action de notre classe. Dans la conscience que dès lors que le patronat et le gouvernement s'attaquent à un travailleur en lui retirant des droits, ils s'attaquent à tous les travailleurs. C'est la conscience que l'on s'émancipera ensemble ou l'on ne s'émancipera pas.

Alors, [...] à bas les barbelés, les traques, les expulsions ! À bas l'Europe fortresse ! Aujourd'hui comme hier, régularisation de tous les sans-papiers, liberté de circulation et d'installation pour chaque être humain de cette planète ! Union de tous les travailleurs ! [...] Que l'on soit Algérien, Marocain, Ivoirien, Syrien, que l'on soit musulman, juif, chrétien ou athée... quand on est un travailleur, on appartient à l'armée des prolétaires, et chacun doit prendre sa place dans le camp des combattants pour renvoyer le capitalisme dans les poubelles de l'histoire !

[...] Qu'elle en soit consciente ou pas, la classe ouvrière est porteuse du communisme, de la collectivisation de l'économie, de la planification et la gestion démocratique du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. [...] Si les travailleurs parviennent à se saisir du pouvoir politique et prennent les rênes de l'économie, tout deviendra possible ! Il sera possible de produire pour répondre aux besoins de tous et non pour les profits. [...] Possible aussi de mettre fin à cette concurrence destructrice et aux guerres ravageuses. [...]



# La Fête en images





# Nathalie Arthaud, le 25 mai : "il faut une internationale révolutionnaire"

Les pays riches [...] nous font rentrer dans une nouvelle ère, l'ère de la troisième guerre mondiale, où les dépenses mondiales en armement se chiffrent à 3 000 milliards de dollars par an, où les ingénieurs planchent sur des robots tueurs, où les trusts pétroliers et financiers annoncent leurs superprofits et sablent le champagne sur des montagnes de cadavres !

[...] Mais qu'avons-nous à gagner, nous, travailleurs, à nous entretenir ou à voir nos enfants se battre pour le contrôle d'un détroit, d'un oléoduc ou d'un marché stratégique ? De la part des principaux belligérants, ces guerres sont des guerres d'esclavagistes pour le maintien et le renforcement de l'esclavage salarié. Alors, ces guerres ne sont pas les nôtres. La seule guerre qu'il nous faut mener est celle des travailleurs et des exploités contre la classe capitaliste. C'est la seule guerre qui mettra hors d'état de nuire la bande d'exploiteurs et de va-t-en-guerre qui dirige le monde !

[...] La révolution internationale est la seule perspective pour en finir avec les guerres ! Dans toutes ces guerres, les travailleurs n'ont jamais à se ranger derrière leur État bourgeois. Ils doivent conserver leur indépendance politique et viser à renforcer leur propre camp, le camp des travailleurs du monde entier. Parce que c'est entre les riches et les pauvres, entre les exploités et les exploités, que passent les véritables frontières.

Partout les travailleurs ont à remplacer le drapeau national par le drapeau de la lutte des classes ! Il n'y aura pas de paix durable sans que nous, travailleurs de tous les pays, nous tendions la main par-dessus les frontières que nous n'avons pas choisies pour renverser ensemble la classe capitaliste qui règne sur la planète entière !

[...] Nous avons la force du nombre et surtout la force de notre utilité sociale parce que nous faisons tourner la société, parce que nous produisons les richesses, nous produisons leurs capitaux. Ce qui nous manque c'est la conscience d'appartenir à un seul et même camp de combattants à l'échelle internationale.

Cette conscience est sans cesse effacée par le nationalisme, le militarisme et la xénophobie omniprésents dans cette période de guerre. Mais c'est cette conscience qu'il faut faire vivre contre toutes les divisions créées par la classe capitaliste et ses dirigeants politiques.

Mais, en même temps que ces dirigeants s'emploient à faire naître et à alimenter des haines nationalistes, raciales ou religieuses, ils nous unissent dans un sort commun. Car nous payons tous, d'une façon ou d'un autre, leurs crises et leurs guerres.

### L'avenir de l'humanité dépend des travailleurs

Je le redis, la classe ouvrière doit reprendre conscience de son existence, de sa puissance et de ses intérêts propres à l'intérieur de chaque pays et à l'échelle internationale. Elle

doit reprendre conscience qu'elle constitue un camp à part entière et qu'avec une politique claire, elle a la capacité de tout changer.

Elle doit reprendre conscience que tout dépend d'elle, toutes les productions de richesses, l'accumulation du capital et même les guerres. Car sans travailleurs, sans ouvriers qui fabriquent les munitions, sans les techniciens et les ingénieurs capables de mettre au point les drones, sans les chauffeurs pour les transporter et les soldats puisés dans les classes populaires pour les manier au front, il ne peut pas y avoir de guerre.

L'avenir de l'humanité dépend de la capacité des travailleurs à se mettre au travers des décisions de la bourgeoisie et de ses États. Pour les y aider, il faut construire partout des partis révolutionnaires dignes de ce nom et les regrouper dans une internationale.

Les travailleurs ont déjà su organiser trois internationales. La Première et la Deuxième Internationales ont répandu parmi les travailleurs la conscience de faire partie d'une seule et même classe ouvrière, de vivre et de combattre pour une même cause.

La Troisième Internationale, fondée après la révolution russe et en plein milieu d'une vague révolutionnaire, se considérait comme le parti mondial de la révolution communiste jusqu'à ce que la bureaucratie stalinienne la liquide, d'abord politiquement puis en la dissolvant purement et simplement. Un des pires dégâts du stalinisme est



PHOTOS LO

d'avoir inventé la notion du « socialisme dans un seul pays » et d'avoir enchaîné les partis communistes des différents pays et, derrière eux, les millions de travailleurs qui leur faisaient confiance, derrière le nationalisme, c'est-à-dire derrière leur bourgeoisie nationale.

Alors, il faut tout reconstruire. Reconstruire des partis ouvriers dignes de ce nom, en partant de nos entreprises, de nos quartiers, des réseaux et reconstruire une internationale. Cette volonté, nous la partageons avec les camarades venus d'autres pays et qui forment avec nous l'Union communiste internationaliste. J'en profite pour saluer tous les camarades venus de l'étranger. Ils sont parfois venus de loin [...].

### Reconstruire une internationale

Nous savons tous combien la tâche est ambitieuse et combien nous en sommes encore loin. Mais [...] même si toute l'évolution réactionnaire, nationaliste et guerrière nous est contraire et nous condamne peut-être pour toute une période à rester très minoritaires, les choses peuvent aussi changer très vite. [...] Les crises et les bouleversements actuels changent les consciences, ils politisent ceux qui ne se croyaient

pas concernés par les décisions prises dans les palais présidentiels et les salles d'état-major et ils conduiront nécessairement à ce que de plus en plus de travailleurs contestent l'ordre social et tous ses suppôts. [...]

Le plus important est que, lorsque les masses se lanceront dans le combat, il y ait des partis pour aider les travailleurs à en prendre la tête, car ils sont les seuls à pouvoir s'attaquer réellement au pouvoir des capitalistes, c'est-à-dire à la propriété des multinationales, et à s'en emparer pour en faire des biens collectifs au service de tous.

Et puis, il faut une internationale pour étendre les mobilisations, les révoltes et la révolution aux pays voisins. Car déclarer la guerre à la bourgeoisie dans un pays, c'est déclarer la guerre à la bourgeoisie du monde entier, et, pour vaincre, il faut l'action révolutionnaire de tous les travailleurs.

Et alors, il sera possible de construire un monde débarrassé de l'exploitation, des guerres, il sera possible de construire une économie supérieure au capitalisme, une économie rationnelle et planifiée à l'échelle internationale, débarrassée de toutes les frontières imbéciles qui nous séparent.

L'intégralité du texte ainsi que les vidéos des meetings et de nombreux débats sont disponibles sur le site de Lutte ouvrière ([lutte-ouvriere.org](http://lutte-ouvriere.org)) et sur sa chaîne Youtube (@lutteouvriere)



# États-Unis-Iran : gros bâton et poker menteur

**Le 26 mai, alors qu'il avait annoncé deux jours plus tôt qu'un accord de paix était « en cours de finalisation », Trump faisait bombarder des sites militaires dans le sud du pays.**

Trump et les dirigeants américains se sont lancés dans une aventure dont ils cherchent à se sortir tout en présentant ce revers comme une victoire. Forts de leur puissance militaire quasiment sans limite, considérant qu'aucune parcelle de la planète ne doit échapper au contrôle de leurs groupes capitalistes, les dirigeants impérialistes pensent pouvoir soumettre n'importe quel régime par la seule puissance de leurs bombes. Mais quarante jours de bombardements et de destructions méthodiques des infrastructures et des sites industriels de l'Iran, suivis d'un semblant de trêve n'ont pas réussi à faire tomber le régime.

Depuis qu'il est revenu à la Maison Blanche, Trump met en œuvre une politique du gros bâton, prêt à utiliser tous les moyens pour soumettre les pays qui résistent aux États-Unis. S'il

a pu imposer des droits de douane aux États qui n'avaient pas les moyens de prendre des mesures de rétorsion, s'il a pu kidnapper le président du Venezuela, s'il peut étrangler la petite île de Cuba, il n'a pas réussi à soumettre un pays de 90 millions d'habitants à grand renfort de bombes et de missiles. Pour y parvenir, quitte à y installer un chaos permanent comme son prédécesseur Georges Bush Junior l'a fait en Irak après 2003, il lui faudrait envoyer des centaines de milliers de soldats américains dans une offensive terrestre. Confrontés à une population américaine hostile à cette guerre et au coût extraordinaire qu'un tel débarquement impliquerait, Trump, et derrière lui l'appareil d'État américain, ne semble pas, en tout cas pour l'instant, prêt à s'y lancer. Alors, il pose des ultimatum et bluffe, tout en

négociant en coulisse.

Selon les médias, les États-Unis semblent prêts à débloquer quelques dizaines de milliards de dollars iraniens gelés dans des banques au Qatar ou dans d'autres pays ; à lever tout ou partie des sanctions qui étranglent l'Iran et qui restreignent l'exportation de ses hydrocarbures, depuis que Trump a rompu, en 2018, l'accord sur le nucléaire qu'avait signé Obama. Aujourd'hui Trump fanfaronne en répétant qu'il veut obtenir un meilleur accord, mais son secrétaire d'État Rubio préfère affirmer que cette question du nucléaire « ne se réglera pas en 72 heures », justifiant ainsi qu'elle soit écartée du futur accord. Quant à la réouverture du détroit d'Ormuz, si les modalités d'un accord restent inconnues, elle est le sujet principal des négociations.

En même temps, pour ne pas sembler céder aux exigences iraniennes et pour déguiser un revers en victoire, Trump noie



Façade d'un bâtiment de Téhéran : le détroit d'Ormuz sous le slogan : « Pour toujours dans les mains de l'Iran ».

le poisson. Le 26 mai, en même temps qu'il bombardait, sommait les dirigeants des pays du Golfe de se joindre aux accords d'Abraham avec Israël. Discutés lors du premier mandat de Trump, ratifiés par quatre pays arabes, ces accords visaient à renforcer les relations entre ceux-ci et Israël. C'est aussi pour éviter que d'autres États arabes ne signent ce texte qui fait disparaître la question palestinienne, que le Hamas avait lancé son attaque contre

Israël, le 7 octobre 2023. Les dirigeants saoudiens et qatari accepteraient-ils de laisser la place de leader régional à ceux d'Israël ? Rien n'est moins sûr.

Malgré les conséquences dramatiques du blocage du détroit d'Ormuz, la partie de poker menteur entre dirigeants américains et iraniens peut encore durer. Comme la guerre, elle est payée par les classes populaires, en Iran comme dans tous les pays du monde.

**Xavier Lachau**

## Détroit d'Ormuz : les conséquences du blocus

**Depuis le blocage du détroit d'Ormuz, conséquence de la guerre déclenchée le 28 février par les dirigeants américains et israéliens contre l'Iran, la plus grande partie du trafic maritime qui empruntait cette voie est interrompue.**

Une première victime annoncée du blocage est la population pauvre des pays d'Afrique ou d'Asie du sud, déjà affamée. Dans un premier temps, la rupture

de l'approvisionnement en carburants et en gaz en provenance du Moyen-Orient a eu des conséquences immédiates sur les prix et la vie quotidienne, notamment

celle de la population d'Inde et d'Asie du Sud-Est. De plus, par la mise en arrêt du commerce d'engrais et de matières premières nécessaires à leur fabrication (soufre, ammoniac), ainsi que du gaz naturel liquéfié qui y contribue, l'agriculture est menacée dans des régions où la saison des mises en cultures débute.

Non seulement les navires sont bloqués, mais les sites de production des composants des engrais azotés ont été endommagés au Qatar, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Iran et en Jordanie. Comme il n'existe pas, contrairement au pétrole, de réserves stratégiques coordonnées au niveau international pour les engrais, les pays dont les agriculteurs utilisent le plus de fertilisants sont les plus vulnérables. Ainsi le Bangladesh, le Sri Lanka, le Pakistan, et dans une moindre mesure l'Inde et la Chine sont touchés. Et c'est le cas, pour l'Afrique, en particulier au Soudan, en Tanzanie, en Somalie, au Kenya et au Mozambique. Selon un économiste de la FAO, les petits agriculteurs de ces régions peineront à « absorber le coût des intrants ou des perturbations de l'approvisionnement ».

Au Kenya, par exemple, la pénurie d'engrais affecte la culture du maïs, du blé, du thé, du café, de la canne à sucre et des fleurs. Les rendements sont forcément en

baisse, ce qui met en danger les petits producteurs, mais aussi la population, dont l'alimentation dépend en grande partie des cultures de base, riz et blé, et plus tard en saison, maïs. Ainsi, selon le programme d'aide alimentaire de l'ONU, aux 320 millions de personnes déjà frappées par le manque de nourriture, viendront s'ajouter 45 millions d'autres. Elles deviendront aussi dépendantes d'une aide alimentaire que les ONG ont de plus en plus de mal à leur procurer.

Dans ces régions, au coût du transport, à la baisse de la productivité, s'ajoute déjà une flambée de tous les autres prix de base qui aggrave et aggravera encore les conditions de vie des populations rurales comme urbaines.

Ainsi des centaines de millions de paysans et d'habitants des régions pauvres, dans ce monde dominé par le capitalisme, ont à subir la guerre et ses conséquences.

**Viviane Lafont**



À Colombo, des Srilankais attendent pour acheter des bouteilles de gaz.

## Israël : la mise en scène de l'extrême droite

« *Bienvenue en Israël, nous sommes chez nous* ». Tel est le commentaire accompagnant la vidéo postée par Itamar Ben Gvir, ministre d'extrême droite de la Sécurité nationale, montrant les brutalités et les humiliations subies par les militants propalestiniens arrêtés après l'arraisonnement de la flottille pour Gaza, au large de Chypre, le 18 mai.

Partie quelques jours plus tôt de ports d'Europe et de Turquie, la flottille voulait protester symboliquement contre la guerre menée aux Palestiniens, et le désastre infligé à la population survivante de Gaza, enfermée et affamée au milieu des ruines. Après que les bateaux ont été arraisonnés par la marine israélienne, les 430 militants propalestiniens ont été emmenés de force en Israël et enfermés dans la prison d'Ashdod puis de Ketziot, réputée pour ses traitements inhumains et dégradants. Les qualifiant de « terroristes » puisqu'ils soutiennent les droits des Palestiniens, Ben Gvir, ministre et par ailleurs chef du parti suprémaciste Force

juive, s'est mis en scène devant ces militants agenouillés face contre terre, humiliés et entravés, alignant les paroles menaçantes et ordurières.

Trois jours plus tard, sa démonstration faite, Ben Gvir a expulsé les militants vers leur pays d'origine. Entre-temps, à la diffusion de ces images choquantes, des porte-parole de nombreux gouvernements avaient émis une protestation officielle contre le traitement infligé à leurs ressortissants. « Inadmissible », « indignation », « monstrueux », « inhumain », « mentalité barbare », a-t-on pu lire parmi les déclarations hypocrites des représentants

de puissances impérialistes alliées aux dirigeants israéliens, qui écrasent la population palestinienne dans une guerre sans fin.

Le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, n'a pas manqué d'assortir sa protestation officielle d'une critique sur l'inefficacité de cette flottille « *qui ne produit aucun effet utile* » et de surcroît, « *surcharge les services diplomatiques et consulaires* ». Comme si Macron et lui avaient en quoi que ce soit agi, même inutilement, pour dénoncer le massacre à Gaza !

À leur retour, beaucoup de ces militants ont dénoncé les tabassages, humiliations, sévices sexuels et viols dont ils ont été victimes, visiblement sur ordre de Ben Gvir, qui a fait de ces scènes un outil face à ses concurrents aux élections législatives prévues en octobre. Membre de la coalition qui dirige Israël avec Netanyahu – allié de Bezalet



Les militants de la flottille, en détention dans le port d'Ashdod, le 20 mai.

Smotrich, chef d'un autre parti d'extrême droite, le Parti sioniste religieux –, Ben Gvir compte sur le soutien des plus réactionnaires des Israéliens. Il s'adresse à un public non seulement proguerre, mais violemment raciste et partisan de l'annexion pure et simple de la Cisjordanie occupée.

Le 20 mai, un projet de loi autorisant la dissolution du Parlement a été déposé. Netanyahu est inquiet des condamnations qu'il encourt à la suite de son procès pour corruption, et cherche le moyen d'être reconduit à la tête du gouvernement avant qu'elles

soient prononcées. Pour ratisser large, Netanyahu a choisi de se démarquer de Ben Gvir en déclarant que son ministre aurait traité « *les militants de la flottille [d'une façon non] conforme aux valeurs et aux normes d'Israël.* »

Voilà encore un épisode révoltant qui donne une idée de la brutalité, de la haine, avec lesquelles l'État israélien, certain d'être soutenu à Washington, traite les milliers de prisonniers palestiniens, qu'il détient, encore plus nombreux depuis le début de cette guerre.

Viviane Lafont

## Tunisie : « le peuple a faim et les prisons sont pleines »

Ce slogan a retenti à l'occasion de récentes manifestations, en Tunisie, le 16 mai. Il résume la colère d'une partie de la population tunisienne contre les difficultés de la vie et la répression exercée par le régime de Kaïs Saïed.

Un exemple récent de cette répression est la condamnation de l'avocate

opposante Sonia Dahmani à deux ans de prison. Aux yeux du président, qui s'est

arrogé tous les pouvoirs il y a quatre ans en dissolvant le Parlement, elle est coupable d'avoir dénoncé les conditions inhumaines qui règnent dans les prisons surpeuplées. Le motif officiel de la condamnation est la « *diffusion de fausses*

informations », selon le très commode et très usité décret 54 publié par Kaïs Saïed en 2022. Elle connaît d'ailleurs d'autant plus la situation carcérale qu'elle avait déjà subi un emprisonnement de 18 mois pour avoir dénoncé les effets concrets des déclarations racistes du président-dictateur à l'égard des migrants subsahariens.

Bien d'autres opposants sont en prison ou en passe d'y être jetés, en particulier depuis février 2023, date à laquelle Kaïs Saïed a accentué sa campagne antimigrants subsahariens. Élu en 2019 après avoir promis de combattre la corruption, réélu par 90,7 % des voix après avoir modifié la Constitution en 2022 et écarté tous ses opposants, Saïed a beau avoir en grande partie muselé le système judiciaire et la presse, attaqué les ONG, bref fait régner la peur comme à l'époque de Ben Ali, il ne parvient pas à faire croire à la population que son régime a réglé les problèmes sous le soleil de Carthage.

Les courageux manifestants du 16 mai dénonçaient non seulement cette chape de plomb, mais exprimaient aussi le mécontentement des millions de personnes qui subissent le chômage chronique (37 à 41 % des jeunes, et près des trois quarts des femmes, éloignées de l'emploi pour bien des raisons dont la discrimination à l'embauche), la corruption, et la vie chère.

Même si l'augmentation des prix des produits alimentaires est officiellement de 8,2 % en un an, les fruits frais ont augmenté de 19 %, la volaille de 16 %, les piments et poivrons de 60 % et les tomates, produit de base en cette saison, de 100 %.

Le régime tente visiblement de détourner l'attention de la population en fabriquant des procès contre les voix discordantes. Celles-ci continuent néanmoins à s'élever, voix opposantes ou voix de travailleurs en colère, en particulier sur les salaires.

V. L.



Manifestation du 16 mai à Tunis sous le slogan « Le peuple a faim, les prisons sont pleines ».

## Grande distribution : la jungle des profits

Le 19 mai, la commission d'enquête sénatoriale a publié son rapport sur les marges des producteurs agricoles et industriels et celles de la grande distribution, qui pointe les différentes responsabilités des hausses de prix.

Après 189 auditions de représentants des filières agricoles, de l'industrie et des distributeurs, le constat est en fait déjà connu : la grande distribution tire l'essentiel de son profit de méthodes de négociation « assises sur la menace, l'intimidation et les contraintes ».

Trois grandes centrales d'achat, Leclerc-Eurelec, Aura-Everest et Concordis, font face à 400 000 exploitations agricoles et 23 000 entreprises industrielles, dont 98 % de PME. Dans toutes les négociations commerciales, elles utilisent la menace de diminution de commandes, de déréférencement, « instaurent un climat

de peur intolérable », selon le rapport, et pour certains « des pertes de produits parfois périssables s'élevant à plusieurs millions d'euros ». Elles imposent la facturation de remises, ristournes et autres prétendus services commerciaux appelés « marges arrière ». Mais les fournisseurs ont intérêt à payer s'ils veulent continuer à vendre leurs produits. Évidemment, dans chacun des secteurs agricoles ou industriels, ce sont les plus petits fournisseurs qui sont les plus maltraités. Les trusts de l'agroalimentaire comme Nestlé, Lactalis et Bigard ont davantage les moyens de se faire respecter par les

distributeurs.

Quant aux clients, la grande distribution leur offre parfois des prix défiant toute concurrence, mais sur des produits dont la qualité est régulièrement épinglée par les associations de consommateurs.

La commission aligne un certain nombre de propositions pour mettre, paraît-il, un peu de réalité et d'équité dans la formation des prix, de régulation de la concurrence pour la satisfaction des producteurs et des consommateurs.

Une démarche vouée à l'échec dans une économie où dominent les rapports de force, où les plus gros distributeurs ont imposé leur domination grâce à la fermeture des petits commerces, le licenciement de milliers de salariés, et où la seule morale est celle du profit.

Sylvie Maréchal

## Sophie Binet accusée : Tefal n'aime pas la critique

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a été mise en examen pour diffamation après une plainte déposée par l'entreprise Tefal.

Celle-ci lui reproche d'avoir dénoncé publiquement la répression menée contre une militante CGT de l'usine de Rumilly, en Haute-Savoie.

Cette militante, Ouria Belaziz, a été sanctionnée pour avoir demandé des informations sur les risques encourus par les travailleurs manipulant des PFAS, ces « polluants éternels » utilisés dans la fabrication des poêles antiadhésives. Son affaire doit passer prochainement devant les prud'hommes. Et comme les propos de Sophie Binet ont été tenus lors de la Fête de L'Humanité en septembre 2025, le directeur du journal, Fabien Gay, est lui aussi poursuivi.

Tefal est coutumier de la répression et de l'intimidation de ceux qui contestent les conditions de travail dangereuses pour les salariés. Déjà, en 2013, l'entreprise s'en était prise à l'inspectrice du travail Laura Pfeiffer, qui dénonçait des heures supplémentaires non payées ainsi que la collusion entre la direction de l'usine et des responsables locaux de l'inspection du travail.

Sophie Binet en est à sa deuxième mise en examen en quelques mois, après une procédure engagée en décembre par une organisation de patrons qui s'étaient sentis visés par ses propos qualifiant de « rats qui quittent le navire » les

dirigeants qui délocalisent leurs entreprises.

Les procédures judiciaires font partie de l'arsenal patronal, aux côtés des sanctions disciplinaires et des pressions quotidiennes, pour intimider les militants. Derrière eux, c'est l'ensemble des travailleurs qu'il s'agit de faire taire.

Binet a appelé les parlementaires à voter une loi pour « protéger la liberté d'expression et la liberté syndicale ». Il est bien illusoire d'espérer qu'une telle loi, si tant est qu'elle puisse être votée, protège les militants de la répression patronale. Celle-ci se fait déjà au mépris des lois existantes, et combien d'articles du code du travail sont bafoués chaque jour dans les entreprises ?

Face à ces méthodes patronales, la meilleure protection reste le rapport de force collectif. C'est la solidarité entre travailleurs et leur mobilisation qui peuvent empêcher ces attaques de se multiplier, et qu'il faut opposer aujourd'hui à Tefal et à tous ceux qui utilisent les tribunaux pour museler les militants syndicaux.

Claire Dunois



## Collège Beurnonville Troyes : en grève pour plus de moyens

Mardi 26 mai, la quasi-totalité des enseignants et des autres personnels étaient en grève, occupant, avec le soutien de parents d'élèves, le parvis du collège pour faire connaître leur ras-le-bol face à la dégradation des conditions de travail et du climat scolaire.

Un seul mot d'ordre face à cette dégradation : « plus de moyens humains ! » Cela est indispensable, en premier lieu au niveau de la vie scolaire dont le nombre de surveillants, 4 postes et demi, et de CPE, une collègue même pas titulaire de son poste, sont scandaleusement insuffisants pour encadrer 550 élèves. Comment s'étonner de la

multiplication des incidents parfois violents dans cet établissement, qui était plutôt jugé calme il y a encore quelques années ? La qualité d'apprentissage s'en trouve affectée pour tous avec des enseignants davantage occupés à faire de la discipline et de la gestion des difficultés individuelles grandissantes. Quant aux élèves qui ont des besoins particuliers, le manque d'AESH ne permet pas de les intégrer pleinement, comme cette élève malvoyante pour qui rien n'est prévu sur le temps de travail pour l'accompagner à la cantine. La coupe est pleine !

Correspondant LO

## Uniforme à l'école : n'est pas Harry Potter qui veut

En 2023, Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale, avait trouvé la « solution » aux inégalités sociales à l'école : le retour de l'uniforme. Une centaine d'établissements scolaires avaient été choisis pour mener cette expérimentation.

Deux ans plus tard, le 12 mai 2026, une évaluation menée par le service statistique du ministère de l'Éducation vient d'être publiée. Le verdict est que l'uniforme ne change à peu près rien. Surprenant ? Les élèves pauvres restent pauvres, les élèves riches restent riches, et

les marqueurs sociaux se déplacent simplement des sweats aux baskets ou aux smartphones. En somme, on découvre que les inégalités sociales ne se dissolvent pas par enchantement.

L'évaluation reconnaît même que des tensions nouvelles sont apparues autour du contrôle du respect de l'uniforme. Il n'y a qu'à Poudlard, l'école des sorciers, que les tours de magie fonctionnent. Ailleurs, la misère des moyens ne peut pas être cachée sous un bout de tissu.

Thomas Baumer



Sophie Binet avec les représentants de la CGT à Tefal Rumilly en septembre 2025.

## ONET – Toulouse Blagnac : quatrième semaine de grève

Les agents de nettoyage d'Onet, en grande majorité des femmes, de l'aéroport Toulouse-Blagnac sont en grève depuis dimanche 3 mai.

La vingtaine de grévistes continue d'exiger le départ de deux responsables.

Pressions, menaces, convocations, sanctions, ça suffit ! Il n'est plus question d'aller travailler avec la boule au ventre ! Jusqu'à présent la direction a seulement accepté une enquête d'un organisme extérieur... qu'elle a elle-même choisi ! Alors les grévistes continuent avec une direction qui cherche vainement

jusqu'à présent à saper leur moral. En temps normal, les agents en congé ne sont jamais remplacés. Eh bien, pendant la grève, ils le sont systématiquement en temps et en heure. La direction pousse même les grévistes à se mettre en congé pour pouvoir mieux les remplacer.

Le patron fait aussi venir du personnel extérieur à l'aéroport, au point que l'inspection du travail a dû



intervenir. Il envoie aussi sur les téléphones des agents des messages d'intimidation du genre « si vous êtes en grève, votre contrat sera suspendu ».

Depuis le début de la grève, la police intervient tous les jours. Elle interdit aux grévistes de manifester dans l'aérogare, elle leur demande d'enlever leurs gilets jaunes quand elles se regroupent devant. Elle a même voulu empêcher les collectes de soutien en prétextant que c'était de

la « mendicité ». Par contre, elle ne trouve rien à redire aux basses manœuvres de briseur de grève du patron. Pour tous, il est clair qu'elle est là pour faire respecter l'ordre, mais l'ordre patronal.

Onet est la société sous-traitante du donneur d'ordre ATB, le gestionnaire de l'aéroport. Du côté de celui-ci, c'est toujours le silence radio alors qu'il est le principal responsable et qu'il se montre bien moins préoccupé que d'habitude

de la qualité du ménage.

Alors, pour les grévistes, il n'est pas question de céder : « on n'a pas fait grève aussi longtemps pour lâcher maintenant ! ». Elles reçoivent de nombreux gestes de soutien des salariés de l'aéroport et aussi des passagers.

Comme disait une travailleuse de Blagnac à propos de leur grève : « c'est ce que nous devrions faire sur l'aéroport, et tous ensemble ! ».

Correspondant LO

## SNCF – Trappes : la direction veut des témoins dociles

Le 6 mars, un travailleur de l'équipe Voie a eu un grave accident de la route en rentrant du travail avec un véhicule de service.

Alors que ce collègue fait déjà face aux conséquences de cet accident, la direction a décidé d'y ajouter les menaces et les procédures disciplinaires.

Pour tenter de justifier une éventuelle sanction pouvant aller jusqu'au licenciement, il lui est reproché aujourd'hui l'utilisation d'un véhicule de service. Pourtant, tout le monde sait que ces véhicules sont utilisés quotidiennement pour les trajets liés aux contraintes. La direction ferme les yeux sur cette pratique parce qu'elle lui permet d'assurer le service. Mais au moindre problème, elle est prête à transformer en faute un usage qu'elle tolère tant qu'il l'arrange.

Depuis l'accident, la direction cherche aussi manifestement à construire un dossier à charge. Elle est même allée jusqu'à faire pression sur plusieurs collègues pour qu'ils modifient leur témoignage.

Ces méthodes ont suscité de la colère parmi les équipes du triage SNCF de Trappes. Mercredi 13 mai, plus de quarante

travailleurs rassemblés dans le bureau du directeur d'établissement ont exprimé leur écœurement face à cette attitude et leur solidarité avec leur collègue. La direction ne s'est d'ailleurs pas arrêtée là. Les quatre collègues ayant refusé de modifier leur témoignage étaient convoqués le 27 mai pour une demande d'explication, une tentative d'intimidation vécue comme une nouvelle provocation.

Derrière cette affaire, la direction cherche à faire un exemple pour imposer son autorité et intimider les équipes, alors même qu'elle prépare de nouvelles attaques contre les conditions de travail. Un nouveau rassemblement de soutien était prévu lors de la convocation des collègues. En s'en prenant avec de telles méthodes à une équipe soudée, la direction est surtout en train de renforcer la solidarité et la détermination des travailleurs. Le conseil de discipline aura lieu le 8 juin. Un nouveau rassemblement s'organise.

Correspondant LO

## Stellantis : entre capitalistes, pas de frontière

Le 21 mai, le PDG Antonio Filosa a dévoilé son plan FastLane 2030. Le seul mot d'ordre est : que les actionnaires continuent à s'enrichir.

Le trust automobile Stellantis a déjà fermé son usine de Douvrin dans le Nord et annoncé la fin de la fabrication de voitures dans celle de Poissy dans les Yvelines, ce qui veut dire sa fermeture.

Dans son nouveau plan, Stellantis a passé plusieurs accords avec deux groupes automobiles chinois, ses alliés de longue date. Avec Leapmotor, fabricant de voitures électriques, il a constitué une entité détenue à égalité par les deux groupes. Leapmotor peut ainsi récupérer les usines Stellantis de Saragosse et de Madrid pour y produire ses voitures. Ainsi Stellantis et Leapmotor ne devront pas payer de droits de douane pour des voitures considérées comme de conception « chinoise ».

L'usine Stellantis de Rennes, elle, a été vendue partiellement au groupe

chinois Dongfeng qui y produira des voitures de sa marque ainsi que des voitures de marque Stellantis. Réciproquement, Dongfeng produira des Peugeot et des Jeep dans ses usines en Chine. Le but de ces partenariats est, comme disent les patrons, de « réduire les coûts » de « rester à la pointe de la technologie, augmenter la vitesse de développement des nouveaux modèles » – ce qui signifie faire travailler plus et plus vite les ingénieurs et techniciens sur la conception des voitures. C'était le cas quand, en 2019, PSA a fusionné avec Fiat, a acheté des usines Opel, à capital américain, en Allemagne et en Espagne, et a licencié à tour de bras. Et aujourd'hui, le Monopoly géant des capitalistes de l'automobile continue !

En général, les patrons, secourus par les politiciens de tout bord, invoquent le

manque de compétitivité des usines en France, la concurrence chinoise et autres balivernes pour cacher ce qui est une course effrénée à l'enrichissement par l'aggravation de l'exploitation des travailleurs.

Mais là, l'argument de la « concurrence chinoise » ne tient évidemment plus quand il s'agit de permettre aux actionnaires d'amasser des milliards ! On voit alors que la vraie raison des licenciements et des fermetures d'usine est la recherche de toujours plus de profits, et rien d'autre.

Dans la même veine, Stellantis a annoncé le lancement, en 2028, d'une petite voiture électrique reprenant un vieux modèle populaire : la 2 CV ! La production se fera en Italie, dans l'usine de Pomigliano près de Naples, qui fabriquait les Fiat Panda. Bien qu'un nouveau modèle soit prévu dans cette usine certainement depuis des années, Stellantis a fait signer aux syndicats l'acceptation de 350 suppressions de poste en 2025 avec des départs dits volontaires.

Même quand ils annoncent de nouvelles productions, les capitalistes ne manquent pas de prévoir de réduire les emplois !

Correspondant LO



Voitures Leapmotor distribuées par Stellantis à leur arrivée en Europe.

# Renault Trucks : camions électriques, direction assistée

**Lundi 18 mai, Sébastien Martin, le ministre délégué de l'Industrie, a fait le déplacement à l'usine de montage de camions de Renault-Trucks, à Bourg-en-Bresse, pour annoncer un dispositif d'aide à l'achat de camions électriques.**



Dans l'usine de Bourg-en-Bresse.

Sous prétexte de « lever les freins à l'achat » et « d'accélérer la transition énergétique », le ministre a annoncé 100 000 euros d'aides à l'achat par camion électrique. C'est environ un tiers du prix du camion.

Sous couvert d'écologie et de réindustrialisation, c'est encore une façon d'assister les grandes entreprises, que ce soit les constructeurs comme Renault Trucks ou

les grands groupes de transport comme Geodis, les petits transporteurs n'ayant sûrement pas les moyens de remplacer leurs camions diesel par des électriques.

Renault Trucks n'est pas en difficulté, avec ses plus de trois milliards de profits ! Le directeur de l'usine s'est vanté que le groupe prévoit d'investir 20 à 25 millions d'euros par an pour développer la production de

camions électriques, actuellement limitée à une unité sur les 140 qui sortent chaque jour des lignes.

En réalité, une bonne partie des études et recherches est payée par l'argent public.

À longueur de journée, les politiciens nous expliquent qu'il faut accepter des sacrifices, et on comprend pourquoi, l'argent magique est toujours pour les actionnaires.

Du côté des travailleurs, qui n'avaient pas été prévenus de cette visite et avaient bien du mal à distinguer les ministres des hauts cadres du groupe, tant ces gens-là appartiennent au même monde, ce défilé de berlines a bien écoeuré. Un grand nombre d'entre eux fait chaque jour plusieurs dizaines de kilomètres pour venir à l'usine alors que les transports par cars, autrefois mis en œuvre par la direction, ont été réduits à presque rien.

Quand la jauge de carburant plonge en permanence dans la réserve, les travailleurs ont d'autres idées pour utiliser tout cet argent.

**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent Une journée perdue !

Le parcours du contribuable, surtout quand il est pauvre et n'a pas accès à internet, est parsemé d'embûches. Les centres des impôts disparaissent les uns après les autres et ceux de plusieurs villes sont concentrés en un seul lieu. C'est le cas pour la zone située autour de Choisy-le-Roi dans le Val-de-Marne, où le centre des finances n'est pas ouvert tous les jours et seulement de 9 heures à 12 h 30.

Si on se gare au parking souterrain et que l'on est handicapé, la première épreuve est de refaire surface. Surprise : les ascenseurs sont hors d'usage, très commode quand on se déplace en fauteuil roulant. Le centre des impôts est situé dans une galerie marchande, l'ensemble est assez sinistre, les locaux, que l'on n'oserait pas appeler « hôtel » des impôts, sont hermétiques ; l'on fait la queue dans la galerie, une longue file de 70 ou 80 personnes se forme devant une lourde porte en fer qui s'entrouvre de temps en temps pour en laisser passer quelques-unes au compte-gouttes. Le

temps s'écoule, la file s'allonge encore, les gens sont calmes, l'heure fatidique de fermeture des bureaux approche, un incident se produit, une femme sûre de son droit veut passer devant tout le monde car elle a déjà fait la queue il y a deux jours. On se dispute, ceux qui patientent ne veulent pas la laisser passer, le ton monte, mais on finit par se calmer, jusqu'à ce qu'un employé courageux vienne expliquer par la porte entrebâillée que c'est terminé, les bureaux ferment, et qu'il faudra revenir le lendemain... Là, on frise l'émeute. De nombreuses personnes ont dû prendre une journée de congé et ne se voient pas perdre encore de l'argent pour rien.

Voilà le lot quotidien imposé à une partie du monde du travail, les conséquences d'économies pratiquées sur les services publics destinés à la population, des conditions révoltantes et un mépris affiché de la part des privilégiés qui dirigent la société.

**Un lecteur de la région parisienne**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

**Association de financement du parti Lutte ouvrière**, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
**LUTTE OUVRIÈRE**  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

**Sur Internet**  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Sénégal : lutte pour le pouvoir

Bassirou Diomaye Faye, le président du Sénégal, a mis fin, mercredi 22 mai, aux fonctions de son Premier ministre Ousmane Sonko. La belle entente longtemps affichée par les deux hommes fait ainsi place à une lutte ouverte pour le pouvoir.

Lors de l'élection présidentielle de mars 2024, Bassirou Diomaye Faye était apparu comme un candidat de substitution à Ousmane Sonko, le leader du Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), rendu inéligible par les manœuvres de l'ancien président Macky Sall. Ousmane Sonko bénéficiait d'une grande popularité à la suite de ses dénonciations de longue date de la corruption et de son discours anti-impérialiste visant en particulier la France. Ses discours lui avaient valu des années de prison et de lourdes condamnations destinées à l'écartier de la course à la présidence. À chacune de ces attaques, la jeunesse était descendue dans la rue, bravant les forces de répression, au prix de nombreux morts.

Ousmane Sonko, dans l'impossibilité de se présenter, avait alors désigné Bassirou Diomaye Faye comme candidat du Pastef. Toute la campagne électorale s'était déroulée sous le slogan « voter Faye, c'est voter Sonko ». Celui-ci avait, comme prévu, été désigné comme Premier ministre à l'issue de la victoire de Faye. Cependant, dès juillet 2025, Ousmane Sonko évoquait une « absence d'autorité du Président ». Plus récemment, il lui reprochait de faire traîner les choses dans la question du contrôle des fonds alloués à la présidence. Peu avant d'être limogé, Ousmane Sonko déclarait : « je ne suis pas un Premier ministre qui obéit aveuglément et qui acquiesce à tout ». Le nouveau Premier ministre nommé à sa place est Ahmadou Al Aminou Mohamed Lo, un ancien fonctionnaire



LEA-LISA WESTERHOFF

Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Dakar.

de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest.

Le principal enjeu de cette crise politique est la rivalité entre les deux hommes en vue de la prochaine élection présidentielle. Ousmane Sonko conserve avec lui la majorité des députés et a été élu président de l'Assemblée nationale quatre jours après son limogeage. Bassirou Diomaye Faye a quant à lui le contrôle de l'appareil d'État. Mais rien ne différencie leurs programmes. Sonko

ne s'est nullement ému du fait que les promesses faites de lutter contre la hausse des produits alimentaires ne se soient traduites que par des tracasseries et des violences contre les petites vendeuses de rues, ni que les prix du logement continuent à augmenter pour les travailleurs. Il n'a pas protesté contre la répression qui s'est abattue sur les étudiants qui réclamaient le paiement de leurs bourses. Il a soutenu aussi le durcissement des lois contre

l'homosexualité, dans le seul but de cacher l'inaction du pouvoir quant aux maux dont souffre la population pauvre, puisque ce durcissement figurait dans son programme.

On peut donc d'ores et déjà prévoir que les déclarations démagogiques vont se multiplier dans la compétition entre ces deux ex-alliés. La population pauvre du Sénégal n'a en tout cas rien à attendre de ces marchands d'illusions.

Daniel Mescla

# Football : la Coupe du monde du business

En 2022, la Coupe du monde de football organisée au Qatar en avait scandalisé beaucoup, avec ses stades construits par des travailleurs migrants soumis à une exploitation féroce. Mais l'édition 2026, aux États-Unis, au Canada et au Mexique, du 11 juin au 19 juillet, promet d'être pire encore.

La coupe sera organisée dans seize villes souvent distantes de plusieurs milliers de kilomètres, de Mexico à Vancouver, de Los Angeles à Boston. Les États-Unis accueillent 78 des 104 matchs, et les tarifs pratiqués sont exorbitants. Les sept millions de billets mis en vente atteignent souvent des prix astronomiques. L'association Football Supporters Europe a calculé que suivre son équipe du premier match à la finale coûterait au minimum 6 900 dollars (6 000 euros) à un supporter, soit presque cinq fois plus qu'au Qatar. S'y ajouteront les déplacements et les hébergements, dont les prix explosent également. Quelques grandes firmes vont également gagner beaucoup d'argent sur les téléspectateurs. Pour augmenter les droits télévisés, la FIFA, organisatrice

de la compétition, a élargi cette phase finale de 32 équipes à 48, et des « pauses fraîcheur » ont été introduites pendant les matchs, pour doper les recettes publicitaires.

Liée aux grandes puissances, la FIFA a exclu la Russie, en raison de la

guerre contre l'Ukraine, mais pas Israël, sans parler des États-Unis... Pour les supporters de certains pays pauvres, comme l'Algérie, le Cap-Vert, le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou la Tunisie, des cautions de 5 000 à 15 000 dollars sont requises pour obtenir un visa. Quant aux ressortissants de l'Iran ou d'Haïti, dont les équipes sont qualifiées, ils sont tout simplement interdits d'entrée aux États-Unis. Après bien des discussions, l'équipe d'Iran pourra



WHITE HOUSE

Trump et le président de la FIFA.

finalement jouer aux États-Unis... mais sera obligée de dormir au Mexique. Mais « le football unit le monde », répète Gianni Infantino. L'Italo-Suisse est un affairiste

notoire, qui fait peu de cas des principes affichés par la FIFA qu'il préside – honnêteté, intégrité, fair-play. Le 5 décembre, après que Trump eut été terriblement vexé de ne pas obtenir le prix Nobel de la paix, il lui a remis un ridicule « prix de la paix » créé pour la circonstance, en saluant les « efforts infatigables » du cow-boy de la Maison Blanche « pour unir les gens dans un esprit de paix ». Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute ?

Assurément, même si Trump entend bien tirer son parti de cette sinistre farce, dont les joueurs seront les figurants, et les spectateurs les faire-valoir.

Michel Bondelet



DR

## Cercle Léon Trotsky

1936 en France :  
crise, sursaut ouvrier  
et marche à la guerre

Samedi 20 juin à 15 heures

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)